



INFO PLC

Dans ce numéro d' INFO PLC ...

**Assemblée Générale Annuelle des PLC 2010 :
L'avenir de la production laitière au Canada**

Départs à la retraite

Mise à jour : Commerce international

Hommages

Assemblée Générale Annuelle des PLC, juillet 2010 : L'avenir de la production laitière au Canada

Les producteurs laitiers de tout le pays se sont réunis à Halifax, NÉ, en juillet dernier pour l'Assemblée Générale Annuelle des PLC afin d'évoquer les défis et les opportunités que doit relever l'industrie laitière.

L'avenir de l'agriculture est au cœur des préoccupations mondiales, notamment au vu de la volatilité continue des prix mondiaux ainsi que des inquiétudes émergentes sur la salubrité et la sécurité alimentaire ainsi que les changements climatiques. Ces inquiétudes sont cependant contrebalancées par des nombreuses avancées dans le domaine de la recherche et l'innovation, des pratiques environnementales, du bien-être animal ou encore de l'efficacité des pratiques à la ferme. Dans ce contexte, l'industrie laitière canadienne est restée stable, notamment grâce au système de gestion de l'offre, permettant ainsi des investissements dans la recherche et l'innovation. Afin de pouvoir évoquer tous ces enjeux, les PLC ont organisé leur AGA autour de quatre dossiers majeurs.

Le nouveau visage du Canada

L'orateur de marque, Darrell Bricker, Directeur général d'*Ipsos Global Affairs*, a fait une présentation détaillée du « nouveau visage du Canada », caractérisé par une population en évolution, avec des consommateurs plus impliqués et plus informés et des populations plus urbaines et plus multiculturelles. Cette évolution de population influe largement sur la demande actuelle pour une nourriture produite localement et façon durable. Mr. Bricker a souligné le lien entre une nouvelle façon d'envisager la consommation, l'évolution nette des attentes canadiennes ainsi qu'une baisse de confiance de la part des consommateurs, malgré un accès toujours plus important à l'information. En dépit de leur fidélité maintenue aux grandes marques, les consommateurs exigent une plus grande qualité de nourriture, liée à une plus grande transparence des industries, notamment l'industrie agroalimentaire.



Darrell Bricker, Directeur général d'Ipsos Global Affairs, s'est adressé aux délégués lors de l'AGA des PLC à Halifax.

Grâce à cette présentation, les délégués ont eu nombre d'idées à discuter et débattre pendant la semaine, de manière informelle ou dans le cadre des tables rondes au cours desquelles la notion d'évolution des populations a régulièrement été mentionnée.

L'avenir de l'alimentation : la Stratégie Nationale Alimentaire (SNA)

Les producteurs laitiers ont été heureux d'écouter Garnet Etsell, Vice-président de la Fédération Canadienne de l'Agriculture (FCA), présenter la Stratégie Nationale Alimentaire, préparée par la FCA, qui sera sans nul doute une part importante du futur de l'agriculture au Canada. Les PLC soutiennent fermement les objectifs de la SNA notamment par un souci constant d'amélioration de la sécurité alimentaire, de maintien de ressources et environnements adéquats ou de stabilité économique pour l'industrie. Cette initiative repose sur l'engagement collectif de tous les participants de la chaîne agroalimentaire et la nécessité d'établir une feuille de route pour l'avenir alimentaire du Canada, afin de créer une nation plus saine, plus verte et plus prospère.

L'importance d'une SNA a été renforcée par la présentation de Nick Van Westenholz, conseiller en affaires gouvernementales pour la National Farmers' Union (NFU) au Royaume-Uni, exposant la stratégie « Food 2030 » lancée par le gouvernement britannique en janvier 2010. Mr. Van Westenholz a expliqué comment, au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde, les crises liées à la salubrité alimentaire et le manque de programmes efficaces en matière de politiques alimentaires ont mis en lumière la nécessité d'une meilleure gouvernance pour ces politiques. En dépit du soutien d'organisations agricoles et des consommateurs britanniques, les mesures de mise en pratique de « Food 2030 » vont en diminuant, laissant en suspens l'avenir de la stratégie.

Les producteurs laitiers canadiens savent que La perception trop répandue de ressources agricoles et agro-alimentaires inépuisables renforce le manque de coordination et de fonctionnalité des politiques agricoles. C'est pourquoi ils encouragent la coopération des consommateurs, des leaders agricoles, des fabricants agroalimentaires et des gouvernements pour l'établissement de la SNA afin que le Canada, comme l'a indiqué Mr. Etsell, devienne « un leader dans la production de nourriture saine et équilibrée à travers un secteur agricole vibrant, concurrentiel, réactif et durable ».



Garnet Etsell, Vice-président de la FCA, présentant la Stratégie Nationale Alimentaire aux producteurs laitiers.



L'avenir de l'industrie laitière au Canada

Les producteurs laitiers du Canada comprennent le besoin d'innovation et d'avancées, tout particulièrement compte-tenu d'exigences et de défis toujours plus grands dans l'industrie laitière, au niveau national et international. Changements climatiques, bien-être animal, salubrité et sécurité alimentaire sont au cour des priorités. Dans cette optique, ces dossiers sont sans cesse réexaminés afin d'assurer la production de produits sains et de haute qualité, tout en garantissant un revenu juste aux producteurs et un futur dynamique et rentable pour l'industrie laitière canadienne.

Aussi, l'un des panels de l'AGA a-t-il confronté les perspectives de deux vétérans de l'industrie (Paul Henderson, Ontario et Elspeth McLean-Wile, Nouvelle-Écosse) à celles de deux jeunes agriculteurs (Mark Schurmann, Colombie-Britannique et Steve Chénard, Québec). Les intervenants se sont penchés sur les questions qui définiront les dix prochaines années.

Pour ce faire, ils se sont appuyés sur leur propre expérience et expertise, notamment le besoin de nouveaux investissements dans les exploitations agricoles pour augmenter la productivité et l'efficacité, le bien-être animal ou la conservation arable, autant d'éléments indispensables pour assurer un avenir souriant aux générations futures selon Mr. Henderson.

La question des investissements et de l'innovation sur les exploitations laitières a également été examinée du point de vue des nouvelles opportunités. En tant que productrice prête à passer le relais, Ms. McLean-Wile a affirmé que la compréhension des valeurs et tendances de consommation sont un facteur de réussite pour la suite, prenant pour exemple son propre marché de produits « maison » qui lui assurera un train de vie confortable après sa vie de productrice, tout en contribuant à sa communauté et l'économie locale.



Table ronde au sujet de "L'avenir de l'industrie laitière au Canada."

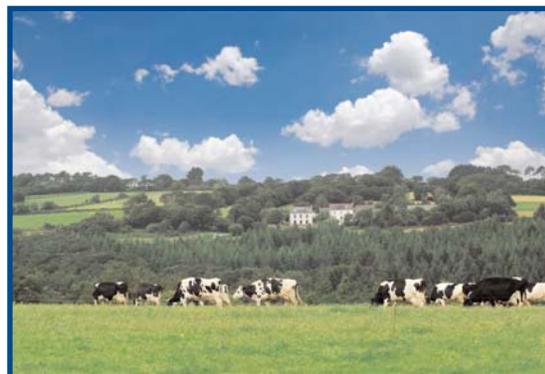
De gauche à droite : Paul Henderson (ON), Mark Schurmann (CB), Elseth McLean-Wile (NÉ) et Steve Chénard (QC).

Également mises en lumière, les initiatives des jeunes agriculteurs pour contribuer à l'industrie laitières ainsi que leur vie quotidienne. Mr. Schurmann a défini les activités de promotion telles que le logo Lait 100%Canadien comme essentielles pour l'information des consommateurs sur les valeurs de l'industrie laitière, piliers de l'avenir de l'industrie. Mr. Chénard a renchéri sur la question de leadership, notant qu'il était fondamental pour les jeunes agriculteurs d'être actifs auprès des associations et organisations agricoles telles que le Forum des Jeunes Agriculteurs Canadiens. Les deux intervenants sont la preuve que les jeunes agriculteurs sont prêts et motivés pour s'impliquer dans le développement de l'industrie laitière.

L'industrie laitière du Canada est fière de pouvoir fournir des produits sains et de qualité, répondant à des standards de production élevés et des programmes innovants. Les producteurs savent que les opportunités d'investissements sont largement dues à la gestion de l'offre et les revenus justes qu'elle leur garantit.

L'avenir du développement durable dans l'industrie laitière

Dans le cadre de leur engagement à assurer la durabilité environnementale et économique de l'industrie laitière, les PLC ont adopté une stratégie de développement durable présentée par le Vice-président Ron Maynard (I.P.E.). Cette stratégie a pour but de renforcer plus encore les mesures prises par les producteurs laitiers afin de réduire l'empreinte carbone de l'industrie au Canada. La première étape repose sur un partenariat avec les gouvernements, des universitaires et autres institutions pour financer des projets de recherche sur les pratiques durables sur les exploitations laitières, notamment une Analyse du Cycle de Vie (ACV) dans la chaîne laitière.



Cette ACV est un outil de mesure et d'étude des impacts environnementaux potentiels au cours du cycle de vie d'un produit, incluant l'utilisation des ressources et l'impact sur l'environnement. Il s'agit d'une étude détaillée qui prend en compte les impacts économiques, environnementaux et sociaux de l'industrie laitière. Cet outil est reconnu sur la scène internationale et répond aux règlements ISO. La stratégie est ainsi définie : « en travaillant dans le contexte d'un solide système de gestion de l'offre, les producteurs laitiers canadiens s'efforceront de produire des aliments sains et nutritifs d'une façon économiquement, socialement et environnementalement durable à l'avantage de la société canadienne. »

Ces efforts ont déjà commencé : les gains d'efficacité sur les exploitations laitières ont permis la réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 25% soit une moyenne de 1% par an entre 1981 et 2006. De plus, les producteurs utilisent aujourd'hui 50% de vaches en moins qu'il y a 40 ans pour la même quantité de lait. Moins de vaches entraîne moins de fumier et donc moins d'émissions de méthane.

Départs à la retraite

Également au menu du banquet de l'AGA à Halifax, l'hommage à deux membres du Conseil d'administration qui prennent leur retraite, Barron Blois de Nouvelle-Écosse et Bruce Saunders de l'Ontario. Les PLC ont souhaité les remercier publiquement pour leurs années de service et de leadership pour l'industrie laitière canadienne, notamment en tant que membres du Conseil exécutif des PLC.

Barron et son épouse Debbie exploitent 550 acres de terrain, gèrent une exploitation de 280 bêtes dont 115 en lactation et ont une plantation de bleuets sur 600 acres. Barron représente la Nouvelle-Écosse au Conseil d'administration depuis 1991 et a servi comme Président de 1997 à 1999. Il est également membre actif du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait depuis 1989 et a été témoin des évolutions de l'industrie laitière.



De droite à gauche : Bruce Saunders (ON) et Barron Blois (NÉ) essayent les recettes à base de crème 100% canadienne à la réception annuelle des PLC à Ottawa en 2010.

Bruce et son épouse Marg sont à la tête d'une étable à stabulation libre de 175 vaches, en partenariat avec son frère, son père et deux de ses neveux. Bruce est membre du Conseil depuis 1994 et est aussi membre du Conseil des Producteurs laitiers de l'Ontario (DFO) depuis le milieu des années 80. En plus de ses mandats comme président et vice-président de DFO, Bruce a également été vice-président des PLC pendant cinq ans.

Au nom des producteurs à travers le pays, les PLC remercient chaleureusement Barron et Bruce pour leur engagement et leur enthousiasme et leur souhaitent une excellente continuation en tant que producteurs d'exception.

Commerce International

Forum public annuel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Marcel Groleau, vice-président québécois des PLC s'est rendu à Genève pour le Forum Public de l'OMC. Avec pour thème cette année « Les forces qui déterminent le commerce mondial », le Forum a été orienté sur le rôle de l'OMC, des institutions nationales et internationales ainsi que des entités de la société civile dans les domaines du commerce mondial et des questions sociales. Plusieurs sessions ont insisté sur la notion de « cohérence » entre un accord commercial multilatéral à l'OMC et les droits de l'homme.

Au cours du forum, des organisations agricoles, incluant les PLC, ont tenu une session intitulée « En quête de cohérence: comment les accords internationaux peuvent-ils influencer l'agriculture et le commerce mondial de manière positive pour les générations futures face aux tendances mondiales? ».

La première table ronde a examiné les enjeux auxquels est confronté le commerce agricole, comme les changements climatiques et les carburants renouvelables. La seconde a traité des défis que rencontrent les producteurs agricoles à travers le monde, particulièrement dans le cadre des propositions initiales en matière d'agriculture du cycle de Doha. Les deux panels d'intervenants ont attiré l'attention des participants sur la volatilité des prix mondiaux dans le domaine agricole et la nécessité de réguler les marchés agricoles.

Le consensus dégagé repose sur le droit des producteurs à un revenu juste, le droit des consommateurs d'avoir accès à de la nourriture saine ainsi que le droit des pays à déterminer leur propre politique alimentaire. Plus spécifiquement, les intervenants ont insisté sur le besoin de cohérence entre tout accord réalisé par l'OMC et les besoins des producteurs agricoles.

Négociations à l'OMC

L'initiative la plus récente repose sur la formation de « petits groupes » réunissant des représentants des pays membres de l'OMC afin d'envisager de nouveaux moyens de relancer le processus de négociations ainsi que de parvenir à des accords sur les questions les plus sensibles, y compris l'agriculture. Ces petits groupes présenteront des rapports au G20 en novembre bien que beaucoup doutent que leurs efforts n'aboutissent sur des résultats concrets.

Tout comme d'autres organisations agricoles internationales, les producteurs laitiers sont inquiets, d'autant plus que les négociations se prolongent sur la base de la 4^{ème} proposition des modalités agricoles établie en décembre 2008. Cette proposition imposerait au Canada de réduire les droits hors contingent de 23% et d'augmenter l'accès au marché des produits laitiers de 6% supplémentaires. Selon les PLC, ces dispositions entraîneraient une perte de revenus de plus de \$1 million à la ferme, soit l'équivalent de plus de 20% des revenus de la vente de lait des fermes. Ces dispositions seraient par ailleurs contraire à la position affichée du Canada depuis le début des négociations et définie par la motion unanime de la Chambre des Communes du 22 novembre 2005. La motion explique clairement que le Canada s'opposera à toute réduction des tarifs hors contingent, ainsi qu'à l'expansion des contingents tarifaires pour les secteurs soumis à la gestion de l'offre.

L'industrie laitière canadienne est en première ou seconde positions des groupes agricoles dans sept provinces sur dix. Avec un revenu à la ferme de plus de \$5 milliards et \$30 milliards d'activité économique, cette industrie est trop importante pour être bradée.



Intervenants de la session tenue par les organisations agricoles internationales.

(de gauche à droite) dernier rang : Christian Lacasse (UPA, Québec), Hirofumi Kobayashi (Ja Zenchu, Japon), Christian A. Smedshaug (FNA, Norvège), Niek Koning (Wageningen University, Pays-Bas) **premier rang :** Djibo Bagna (ROPPA, Afrique de l'Ouest), Marcos Rochinski (FETRAF, Brésil), Robert Carlson (NFU, États-Unis), Pdraig Walshe (COPA-COGECA, UE), Philip Kiriro (EAFB, Afrique de l'Est).

Accord économique et commercial global (AECG) Canada/Union Européenne

Les négociations pour un accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union Européenne progressent rapidement avec la prochaine session de discussions prévue la semaine du 18 octobre 2010 à Ottawa.

Techniquement, ces négociations sont basées sur un principe de non-dérogação *a priori* (tout est sur la table). Cependant, ce principe peut être remis en cause puisque la Politique Agricole Commune (PAC) de l'Union européenne ne sera pas mise en jeu et étant donné le Canada et l'UE ont chacun des secteurs sensibles qui devraient sûrement être exemptés. Il s'agit pour le Canada des secteurs soumis à la gestion de l'offre.

Ceci dit, l'UE a clairement exprimé sa volonté d'obtenir un accès plus large au marché du fromage canadien, malgré le maintien actuel de 66% des contingents tarifaires pour le fromage canadien. Le Canada a en pratique un déficit commercial pour les produits laitiers avec l'UE, avec \$246 millions d'importations (dont \$167 millions de fromage) pour \$40 millions d'exportations (dont \$28 millions de fromage). L'UE insiste aussi fortement sur la reconnaissance des indicateurs géographiques qui reconnaîtraient non seulement les noms de produits issus de la région de production mais également de noms inspirés par les régions. L'industrie laitière, producteurs et fabricants inclus, sont opposés à toute expansion de la protection conférée par ces indicateurs.

Les producteurs laitiers ont observé la dévastation causée par la volatilité des prix mondiaux au cours de l'année passée et son impact sur les producteurs laitiers européens. Si la gestion de l'offre n'était pas protégée à tout prix dans les négociations de l'AECG et tous autres accords commerciaux, l'industrie laitière se verrait exposée à la même volatilité des prix. C'est pourquoi les producteurs laitiers insistent pour le gouvernement maintienne son soutien inébranlable à la gestion de l'offre.

Partenariat trans-pacifique

Étant donné la lenteur des progrès pour atteindre un accord commercial multilatéral, plusieurs pays dont le Canada se sont lancés sur des projets d'accords bilatéraux forts de façon à compléter les négociations en cours à l'OMC. Récemment ajouté au programme canadien, le Partenariat trans-pacifique (PTP) est basé sur un accord préexistant entré en vigueur en 2006, entre la Nouvelle-Zélande, le Chili, le Brunei et Singapour. Les discussions actuelles ont pour objectif d'étendre le cadre de cet accord et d'élargir le groupe en incluant notamment les États-Unis, le Pérou, l'Australie ou le Viêt-Nam.

Bien que ne faisant pas encore officiellement partie des négociations, des représentants canadiens ont assisté aux dernières discussions en date au Pérou et étaient présents au Brunei début octobre. Contrairement à certains accords bilatéraux antérieurs, le Canada a choisi pour ces accords une approche similaire à celle de l'AECG, soit un principe de non-dérogação *a priori*.

La Nouvelle-Zélande, qui est parmi les membres les plus actifs dans ces négociations et insiste régulièrement pour un accès ouvert au marché des produits laitiers canadiens, s'est opposée à l'entrée du Canada dans les négociations étant donné que le soutien canadien à la gestion de l'offre pourrait galvaniser l'opposition américaine à l'inclusion des produits laitiers.

Si les producteurs laitiers comprennent l'importance des accords commerciaux internationaux comme le PTP, ils restent convaincus que l'industrie laitière doit être clairement défendue. Si elle était complètement libéralisée dans le cadre d'accords de libre-échange impliquant le plus grand exportateur de produits laitiers au monde, l'industrie laitière canadienne serait dévastée.

Les producteurs laitiers du Canada demandent donc au gouvernement fédéral de maintenir leur position de défense de la gestion de l'offre, en donnant un mandat clair et précis aux négociateurs pour obtenir la garantie que les secteurs dépendants de la gestion de l'offre ne soient subissés pas de réductions de tarifs hors contingents ou d'expansion de contingents tarifaires.

Homages

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de deux grands leaders de l'industrie laitière canadienne, Grant Smith, ancien Président des PLC et l'Honorable Jim Tunney.

En tant que Directeur exécutif des PLC, j'ai eu l'honneur et le privilège de travailler auprès d'eux afin de faire avancer les dossiers d'importance pour les producteurs laitiers à travers le pays.

Leader agricole ontarien, Grant Smith a laissé son empreinte au niveau provincial, national et international. Élu pour la première fois en 1968 à l'Agence Provinciale de Commercialisation du Lait de l'Ontario (aujourd'hui Producteurs laitiers de l'Ontario), il en est président de 1986 à 1990. Également membre du Conseil d'administration des PLC, il en sera président de 1983 à 1985. Grant a par ailleurs été président pendant six ans de la section laitière au sein de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles (FIPA). Au cours de son mandat, il a été l'artisan d'une Déclaration de la Section Laitière sur le commerce international, un exploit non renouvelé jusqu'à aujourd'hui.

Jim Tunney a été membre du Conseil d'administration des PLC pendant 17 ans et a également été membre de l'Agence Provinciale de Commercialisation du Lait de l'Ontario ainsi que de la Fédération Ontario de l'Agriculture. Appelé au Sénat par le Premier Ministre Jean Chrétien, il a laissé une empreinte indélébile auprès de ses confrères malgré un mandat de seulement quinze mois. Son dernier acte officiel au Sénat aura été une déclaration sur l'importance de l'élection de Jack Wilkinson à la tête de la FIPA et le rôle clé que jouaient les leaders agricoles canadiens au sein de l'organisation, notamment Leo Bertoia et son implication dans la section laitière.

Au nom des Producteurs laitiers du Canada, je souhaite transmettre toutes nos condoléances à leurs familles ainsi que notre sincère gratitude pour leur engagement auprès de la famille des PLC.

Richard Doyle
Directeur exécutif



Les Producteurs laitiers
du Canada

INFO PLC est une publication des Producteurs laitiers du Canada

Pour plus d'informations:

Rosemary MacLellan
Directrice adjointe,
Relations gouvernementales
rosemary.maclellan@dfc-plc.ca
(613) 236-9997 x. 2772

Elizabeth Cork
Directrice adjointe par intérim
Communications
elizabeth.cork@dfc-plc.ca
(613) 236-9997 x.2760

